

Ces derniers jours français

EN ce mois de juin 1962, l'Algérie vit ses « derniers jours français ». Au soir du onzième de ces jours elle sera indépendante. Cette personne ne peut plus le mettre en doute.

Aussi notre propos — qui serait trop long et trop amer — ne consistera pas à dire comment et pourquoi la France, « victorieuse sur le terrain », soumise à la « politique de la grandeur », a pu en arriver à perdre d'un seul coup une bonne quinzaine de départements et à présenter comme une « réussite exemplaire » le fait que des dizaines de milliers de ses enfants en soient réduits à venir demander l'aumône de l'hospitalité à la mère patrie.

Ces pages, si glorieuses, de notre histoire, bien sûr, ou les écrira.

Mais, pour rester dans le domaine suffisamment préoccupant de l'actualité, il convient

de se demander de quoi ces derniers jours — où le drapeau tricolore peut encore flotter de Dunkerque à Tamourasset — seront faits.

UNE CASSURE

L'affaire — encore assez imprécise — de l'accord passé à Rocher Noir entre l'O.A.S. et le F.L.N., a coucrétisé au sein de la communauté européenne une « cassure » que ceux qui connaissent bien l'Algérie sentaient venir depuis que les négociations, longtemps incertaines entre la France et le G.P.R.A., ont abouti à Evian.

La ligne de rupture, peut-être provisoire d'ailleurs entre les Européens, est la suivante :

CEUX QUI ONT PRIS ACTE de l'irréversibilité de la situation et ont cherché à obtenir — en acceptant de devenir Al-

gériens — des garanties supplémentaires conditionnant ou plutôt justifiant leur maintien sur cette terre.

CEUX QUI VEULENT RESTER FRANÇAIS sur cette terre et vont, peut-être, se lancer dans la difficile aventure du « réduit oranais ».

CEUX QUI, enfin, ne croyant ni à la possibilité d'un accord réel avec le F.L.N., ni à celle de la poursuite de la lutte, **ONT DECIDÉ**, de toute façon de **PARTIR**, les uns définitivement, les autres avec l'espoir de revenir un jour si les choses devaient s'arranger.

LE SOUTIEN DE GARDES

De toutes ces tendances, celle qui apparaît la plus forte et qui, à moins d'un nouveau coup de théâtre, pèsera sur les deux autres, c'est celle de la réconciliation et de la paix.

Il serait difficile d'expliquer l'autorité d'un jeune garçon comme Susini, soutenu hier officiellement par l'ex-colonel Gardes, sans admettre que sa recherche d'un accord avec l'ennemi d'hier correspond à la lassitude de la population européenne, face à la poursuite des attentats et à sa volonté de demeurer sur cette terre.

Il se peut que les alarmes de M. Maro Lauriol en ce qui concerne l'accord de Rocher Noir soient dans l'ensemble

justifiées. On peut même considérer que la communauté européenne d'Alger, au fond d'elle-même, les partage.

Mais il y a dans son adhésion visible — qui s'étend jusqu'aux commandos de l'O.A.S. qui pratiquaient il y a quelques jours encore la « terre brûlée » — une « croyance vertigineuse » en ce qu'elle pensait impossible.

Elle fait front dans cet espoir, comme elle faisait front dans le « combat ». Et puis il y a, aussi en elle — nous l'avons déjà souligné ici — presque le pari de prendre le risque de démontrer, avec superbe, à la métropole « qui a trahi » qu'on peut se passer d'elle. Oui, elle est difficile à comprendre, l'Algérie.

L'AVENTURE DU « REDJIT »

En Oranie c'est un autre climat, ou le sait. Et peut-être — alors que l'on parle facilement de divergences — n'est-on pas mécontent à Alger qu'existe — pour le cas où les choses ne s'avèreraient pas être ce que l'on a promis — ce rempart, cet îlot de résistance, cette menace de partition dont le F.L.N., on l'a vu, fait grand cas.

Mais on peut se demander d'une part si cette menace — appuyée politiquement par un communiqué que l'on prête à M. Georges Bidault — peut devenir une réalité. De l'autre, de tous les observateurs, le « réduit oranais » ne peut être créé qu'avec le concours, très aléatoire, de forces françaises importantes.

Il est, de surcroît, évident, dit-on, que son existence, après la proclamation de l'indépen-

dance, provoquerait l'intervention des Nations unies à la demande du gouvernement algérien et — peut-être même — à celle du gouvernement français, en la circonstance oubliant des critiques qu'il n'a cessé de porter au « Machin », à ses pompes et surtout à ses œuvres.

D'autre part les dernières informations en provenance d'Oran, attestent — ce qui était à prévoir — que l'accord de Rocher Noir, appliqué à Alger avec l'incontestable résultat que l'on sait, a une influence certaine sur la population européenne d'Alger. Le colonel Dufour, comme Gardes, pousserait l'O.A.S. à un relâchement qui ne semble faire aucun doute à M. Chevallier, un des négociateurs secrets.

Suivant certaines rumeurs, une négociation parallèle à celle de Rocher Noir serait d'ores et déjà engagée.

UN " DRAME D'AMOUR "

La tendance à l'apaisement semble donc se préciser. Du côté F.L.N. le silence de Ben Khedda, hier rentré à Tunis, indique bien que tout compte fait on en a compris l'intérêt et la portée. Les opposants, comme Ben Bella, se sont très visiblement fait rappeler au réalisme politique et ont remis leur règlement de compte à demain.

Le départ des Français d'Algérie — ou du moins le nombre des partants — va, eu définitive, dépendre de l'évolution finale de cette situation. Il semble que dans les campagnes, dans les petites villes, l'exode soit un fait incontesté. Ceux-là ne reviendront jamais. La terre qu'ils ont abandonnée, ils ne pourront plus la reprendre.

Mais les autres attendent que tout se décente, que tout s'achève. Ils hésitent encore.

Leur valise est prête, mais leur cœur est accroché.

— Leur désespoir, a dit hier soir Jacques Chevallier à la radio encore française, était un drame d'amour déçu

parce que cette communauté aime l'Algérie d'une façon charnelle. Ce pays elle l'a fécondé, elle l'a fait sien... Cette terre est nôtre par ce que nous y avons construit et par ceux qui y reposent. La communauté européenne a craint d'être évincée. Ce doute, c'était la raison de sa révolte... »

C'est vrai... mais LE PROBLEME QUI DEMEURE est le suivant :

Cette communauté européenne estime-t-elle qu'après les « raisons de révolte », elle a maintenant des raisons réelles d'espérer ?

Estime-t-elle qu'on ne lui reprendra pas, au soir où le drapeau vert de la « jeune patrie » montera face au Forum du « 13 mai inachevé » ?

Dominique PADO